

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/LDC/HL/12/Add.7

23 octobre 1997

(97-4640)

**Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées
en faveur du développement du commerce des
pays les moins avancés**

TABLES RONDES PAR PAYS: DOCUMENTATION

Mali

Addendum

Documentation pour la table ronde concernant le Mali.

REPONSES AUX QUESTIONS POUR L'EVALUATION DES BESOINS
DE COOPERATION TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE

A. Politique commerciale

a) **Quels sont les secteurs qui, à votre avis, ont un potentiel d'exportation inexploité ou sous-exploité?**

- Les secteurs fruits et légumes, les produits de cueillette (gomme arabique, pomme d'acajou, etc.). Le bétail et les produits dérivés, les produits agricoles tels que le riz, la canne à sucre, le blé, l'industrie alimentaire, l'industrie culturelle, l'or, les textiles, les cuirs et peaux, la volaille, l'apiculture, la pêche et l'artisanat sont des secteurs sous-exploités.
- La viande, le calcaire, le marbre, etc. ont un potentiel d'exportation inexploité.

b) **Pourriez-vous définir le point de vue de votre pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)?**

Depuis la dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994, le volume des importations s'est accru. Les exportations connaissent également une croissance du taux de progression, 26,2 pour cent de 1994 à 1995 contre 10 pour cent de 1992 à 1993.

Les importations sont dominées par les biens d'équipement, les produits alimentaires et les hydrocarbures. Les exportations sont constituées principalement du coton, du bétail et de l'or.

c) **Quels ont été tout récemment les objectifs de la politique commerciale, par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années?**

En plus des grands objectifs qui ont toujours existé, à savoir:

- assurer un ravitaillement régulier et correct du pays en produits de consommation et en biens d'équipement;
- assurer un écoulement permanent des produits nationaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, les objectifs récents de la politique commerciale consistent à diversifier la production et les exportations, à accroître les exportations en utilisant au mieux les instruments de croissance des échanges mis en place au sein des arrangements économiques régionaux en vue de l'amélioration de la balance des paiements.

d) **Quels sont les Ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre, les moyens d'application et la surveillance? Comment se fait la coordination? Quels sont les rôles respectifs des Ministères compétents (en particulier pour ce qui est des politiques tarifaires et autres politiques touchant directement les exportations et les importations de marchandises et de services)?**

Le Ministère chargé des finances et du commerce procède à l'élaboration, à la mise en oeuvre, à l'application et à la surveillance de la politique commerciale du Mali.

Les autres Ministères selon leurs compétences sont impliqués dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique commerciale.

Le Ministère des finances et du commerce est le Ministère compétent en matière de politiques tarifaires et d'autres politiques touchant directement les importations et les exportations de marchandises.

Tous les Ministères sont compétents selon leurs attributions en matière de politiques tarifaires et d'autres politiques touchant directement les exportations et les importations de services.

e) Comment le secteur privé et les établissements universitaires sont-ils associés à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale?

Le secteur privé est largement associé à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale à travers les réunions, les séminaires, ateliers, publications de journaux, de revues, de bulletins d'informations.

Les établissements universitaires y participent dans le cadre des conférences, des séminaires ou à travers les préparations des thèmes de mémoires, ou de rapport de fin de cycle.

f) Quelles sont les institutions de votre pays qui peuvent jouer un rôle dans la mise en oeuvre d'un projet lié au commerce au niveau local? Indiquez leurs rôles respectifs.

- Nous pouvons citer quelques institutions telles que:
 - les démembrements régionaux de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali;
 - la Chambre de commerce et d'industrie du Mali participe à la promotion du commerce local, à la sensibilisation et à la formation des opérateurs économiques;
 - la CCIM assure aussi la défense des intérêts de ses membres;
 - les organisations non gouvernementales pour le financement de certains projets liés au commerce;
 - les institutions financières décentralisées pour leur appui financier à plusieurs micro-projets dont ceux liés au commerce.

g) Quelles sont les principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez donner une brève description de chacune.

- La Loi n° 92-002/AN-RM du 27 août 1992 portant Code du commerce en République du Mali;
- La Loi n° 63-43/AN-RM du 31 mai 1963 portant Code de douane en République du Mali;
- L'Ordonnance n° 92-021/P-CTSP du 13 avril 1992 instituant la liberté des prix et de la concurrence.

Les réglementations concernent principalement le Décret 89-194/P-RM du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce extérieur en République du Mali et le Décret 89196/P-RM portant institution du contrôle de la qualité, de la quantité, des prix et de la vérification du chapitre douanier des marchandises à l'importation avant expédition.

h) Quels sont les principaux instruments de la politique commerciale - à l'exportation et à l'importation? Veuillez préciser (par exemple, pour les restrictions à l'importation, les questions pourraient être les suivantes: Quels sont les produits assujettis à des interdictions d'importer? Quels sont les produits assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation? Quelles sont les prescriptions en matière de licences? etc; Quel est le taux de droit le plus élevé actuellement en vigueur? Existe-t-il des droits d'accise, d'autres taxes "intérieures" dont le taux est différent pour les produits importés, ou pour des types de produits principalement importés?).

Les principaux instruments de la politique commerciale restent l'utilisation du tarif des douanes.

Le Mali ne pratique pas de restriction à l'importation et à l'exportation. Le droit de douane et le droit fiscal d'importation totalisent au plus 30 pour cent. La pression fiscale de porte la plus élevée est de 150 pour cent sur l'alcool.

i) Si vous êtes Membre de l'OMC ou si vous avez engagé la procédure d'accession, quelles sont les dispositions prises par votre pays pour se conformer aux Accords de l'OMC?

Le Mali est membre originel de l'OMC depuis le 13 mai 1995.

Les dispositions prises pour se conformer aux Accords de l'OMC.

Actuellement la Direction nationale des affaires économiques au sein du Ministère des finances et du commerce est chargée du dossier OMC.

Le Ministère des finances et du commerce reçoit les correspondances et les envoie par l'intermédiaire du Ministre chargé des affaires étrangères et des Maliens de l'extérieur.

Un projet d'arrêté ministériel de création d'une cellule de coordination des activités de l'OMC et de la CNUCED est à l'examen.

Les représentants du Mali participent à des stages organisés à Genève et à des séminaires organisés dans la sous-région sur les Accords de l'OMC.

Au niveau national des séminaires ont été organisés sur les Accords de l'OMC. De même certaines notifications ont été faites telles que: l'application différée de l'article VII (valeur en douane), sur les licences d'importation, sur l'inspection avant expédition, sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

j) Le cadre de l'OMC est-il familier:

- **aux institutions gouvernementales et paragouvernementales?**
- **au secteur privé?**

Des organisations de séminaire au niveau national et des participations aux séminaires tenus à l'extérieur constituent des méthodes de sensibilisation timide des cadres des institutions gouvernementales et paragouvernementales ainsi que du secteur privé. Des publications dans les revues économiques ou journaux de presse concourent aussi à cette familiarisation. La poursuite de cette

sensibilisation est nécessaire afin qu'elle touche toutes les institutions publiques ou privées tournées vers le commerce des marchandises et des services.

k) De quelle assistance technique avez-vous besoin pour pouvoir vous conformer aux Accords de l'OMC ?

Le Mali a besoin de l'assistance technique pour:

- le fonctionnement de la cellule de coordination des activités de l'OMC;
- la formation des formateurs;
- l'organisation des séminaires et ateliers;
- la création des points focaux d'information;
- l'adaptation de nos législations nationales à certaines dispositions de l'OMC (normes, obstacles techniques, valeur en douane, etc.).

1) Dans quels domaines spécifiques des Accords de l'OMC avez-vous besoin d'une assistance technique (par exemple accès aux marchés, agriculture, règles (pratiques antidumping, subventions, licences d'importation, règles d'origine, sauvegardes, etc.), OTC et SPS, services, ADPIC)?

L'assistance technique est requise pour une meilleure maîtrise des techniques commerciales mais de façon plus spécifique elle pourra concerner: l'accès au marché, l'assistance, les subventions, sauvegardes, OTC et SPS, services, ADPIC.

m) Comment évaluez-vous vos capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et négociations, tant multilatérales que bilatérales, dans des domaines déjà couverts par les Accords de l'OMC et dans d'autres domaines liés au commerce, par exemple la politique de concurrence et le commerce et l'environnement?

Capacités en matière d'analyse commerciale et de négociation: le Mali dispose des lois et des réglementations en matière commerciale. Il y existe aussi des structures commerciales d'appui aux secteurs privés (la Chambre de commerce et d'industrie du Mali, l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture) et des organismes de promotion (Direction nationale des affaires économiques).

Les dispositions et les structures constituent des capacités en matière d'analyse commerciale.

Le Mali a besoin de renforcer ses capacités actuelles en matière d'analyse commerciale mais surtout en matière de négociation qui relève de certaines techniques plus complexes.

B. Obstacles à l'expansion du commerce

Les obstacles au commerce, y compris les problèmes sur les marchés d'exportation, l'infrastructure, les capacités humaines, les blocages institutionnels, les problèmes de financement du commerce et les lacunes en matière d'information commerciale, peuvent empêcher un PMA de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.

Contraintes au plan de l'offre, y compris les blocages institutionnels

a) **Quels sont les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation de marchandises et de services (par exemple facilitation du passage en douane, taux de fret, gestion de la qualité, élimination des procédures juridiques et administratives compliquées, manque de personnel qualifié, accès aux facteurs de production importés à des prix internationaux, ou insuffisance des services de télécommunication ou de transport, des installations portuaires, etc.)?**

- **Les pays sans littoral peuvent être confrontés à des problèmes additionnels, par exemple s'ils doivent utiliser pour exporter leurs produits des systèmes de transport et des services portuaires coûteux ou peu fiables. Si tel est le cas pour votre pays, veuillez indiquer quels sont ces problèmes. De quel type d'assistance technique auriez-vous besoin pour les régler?**

Les principaux éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation sont constitués de plusieurs facteurs tels que:

- l'enclavement du pays: le Mali est un pays sans littoral confronté à des difficultés d'expédition (coûts de transport élevés, lourdeur dans les formalités de transit ou de formalités portuaires qui sont aussi coûteuses);
- l'insuffisance des services de télécommunication et de transport;
- la qualité des produits à l'exportation;
- le manque de personnel qualifié;
- accès aux facteurs de production à des prix internationaux;
- manque de financement;
- manque d'un système d'information approprié;
- l'insuffisance d'infrastructure et de moyens de communication;
- le coût de l'énergie.

b) **Y a-t-il des blocages *institutionnels* susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales de votre pays? Veuillez donner des détails. Par exemple, quels sont les problèmes signalés par les différents acteurs, à savoir les exportateurs, les producteurs, les fournisseurs de services (banques, compagnies d'assurance, services de contrôle de la qualité, transporteurs, etc.), les associations professionnelles et les ministères? Ces problèmes paraissent-ils se poser principalement dans les domaines suivants:**

- i) **ressources humaines**
- ii) **gestion de l'institution**
- iii) **ressources financières et matérielles**
- iv) **communication**

Les blocages institutionnels susceptibles de nuire à la bonne marche des politiques commerciales. Les problèmes signalés par acteurs se situent effectivement dans les domaines suivants:

i) Les ressources humaines

Les opérateurs se plaignent de l'insuffisance du personnel qualifié.

ii) Gestion de l'institution

Les formalités du commerce extérieur ont été allégées, facilitées et simplifiées.

Le contrôle de la qualité reste timide car le Mali ne dispose pas de Centre de normalisation opérationnel.

iii) Les ressources financières et matérielles

Les opérateurs économiques n'ont pas de fonds importants et se trouvent confrontés à des problèmes de financement.

L'absence d'un mécanisme de garantie auprès des institutions financières accentue cette crise financière.

iv) La communication

Le commerce est entravé par l'insuffisance des moyens de communication et très souvent de leur mauvais état.

Les frais de transport sont élevés et souvent l'évacuation n'est pas sûre (fret aérien non disponible, détresse au chemin de fer).

c) Quels sont les principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations?

Il s'agit entre autres:

- du manque de moyens de financement;
- de l'inconsistance des projets;
- de la faiblesse du marketing;
- méconnaissance des opportunités des marchés;
- insuffisance de professionnalisme des exportateurs.

d) Si l'investissement dans la production de marchandises et de services est insuffisant, quelles en sont les principales raisons? Veuillez préciser (par exemple contraintes structurelles, difficultés pour attirer l'investissement étranger, développement limité des entreprises, financement, manque de techniques appropriées, etc.).

Les principales raisons à l'insuffisance de l'investissement dans la production de marchandises et des services:

Contraintes structurelles: la situation géographique, l'état défectueux et insuffisant des moyens de transport et de communication.

Difficultés d'attirer l'investissement étranger. Nos contraintes structurelles ne favorisent pas l'attrait des investissements étrangers qui préfèrent les lieux où les infrastructures de base existent.

Développement limité des entreprises et surtout des PME.

Le financement - les institutions financières favorisent les crédits à court terme par rapport aux crédits à moyen ou à long terme destinés aux investissements.

Les PME sont confrontées aux problèmes de fonds de garantie dont aucun mécanisme n'est établi pour le moment.

Manque de techniques appropriées: les techniques de production sont beaucoup plus artisanales et celles devant permettre d'identifier les productions sont faibles.

Non-complémentarité des entreprises dans la sous-région; tous les pays de la sous-région ont adopté une politique d'industrialisation de substitution à l'importation.

Inexistence de zone industrielle appropriée.

e) Existe-t-il une politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation? Veuillez préciser. Quelles sont les dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers?

Encouragement des possibilités d'investissement lié à l'exportation:

Le Code des investissements prévoit la création de zone franche pour les entreprises tournées vers l'exportation qui bénéficient à ce titre d'exemption fiscale à l'importation.

Le Code des impôts a institué le principe selon lequel la TVA ou la TPS, qui grève le prix d'acquisition des biens faisant l'objet d'exportation, soit admise en déduction.

Le Code de commerce a facilité les procédures pour l'exercice de la profession de commerçant.

Les occasions de rencontre avec les investisseurs étrangers sont constituées par:

- l'organisation des Forums des investisseurs;
- participation à des expositions technologiques;
- la coopération bilatérale (consultation, commission mixte, etc.).

f) Quels sont les principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies? Existe-t-il une politique/stratégie nationale dans ce domaine? Veuillez préciser.

Les obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies:

- insuffisance des compétences techniques et intellectuelles;
- le manque d'attrait pour les investisseurs étrangers;

- l'insuffisance des infrastructures;
- le coût d'acquisition des technologies.

g) Quels sont vos besoins d'assistance, technique ou autre, pour atténuer les contraintes au plan de l'offre?

Assistances aux filières porteuses (formation, information).

Promotion des échanges commerciaux et services de soutien

La promotion des échanges commerciaux comprend un ensemble intégré de services techniques et financiers destinés à renforcer la compétitivité globale des *entreprises* et à faciliter ainsi leur accès et leur participation accrue au commerce international.

h) Vos entreprises, petites et moyennes en particulier, ont-elles des difficultés à développer leurs exportations? Quels sont leurs problèmes dans les principaux secteurs d'exportation?

Les problèmes des petites et moyennes entreprises dans les principaux secteurs d'exportation:

Secteur textiles: manque de financement, coût élevé de l'énergie, insuffisance d'information sur le marché extérieur.

Secteur fruits et légumes: les entreprises sont confrontées à des problèmes financiers, organisationnels et des problèmes de marketing (publicité, diversification, les débouchés, qualité, conditionnement, faiblesse de capacité de transport, de conservation), de coût élevé du fret, absence de professionnalisme, etc.

Secteur cuirs et peaux: les entreprises rencontrent des problèmes de qualité des peaux, de conditionnement, de contrats sûrs, de faiblesse de diversification des débouchés pour les cuirs.

Secteur de l'industrie alimentaire: les entreprises dans ce secteur souffrent du manque de professionnalisme des acteurs et aussi du coût élevé de l'emballage pour les exportations.

i) Quels sont les problèmes que rencontrent vos entreprises lorsqu'elles veulent obtenir des informations fiables et actualisées sur les possibilités d'exportation/importation?

- Problèmes liés au manque ou à l'inexploitation des documents sur les relations d'affaires, souvent ignorance des sources d'information;
- Problème d'accès aux sources d'information;
- Non-utilisation des technologies, de l'information (Internet, CD-ROM, disquettes).

j) Vos entreprises peuvent-elles offrir aux acheteurs étrangers des produits dont la conception, la qualité et le conditionnement sont acceptables au plan international? Dans la négative, quels sont les problèmes qui se posent?

- Oui pour le coton et le sésame;
- Non pour les autres produits.

k) A quels problèmes, autres que ceux qui concernent la politique commerciale, pensez-vous être confronté si vous envisagez de développer vos exportations de services (par exemple logiciels, tourisme)?

D'autres problèmes liés au développement des exportations de services:

- l'insuffisance des infrastructures d'accueil et du non-aménagement des sites touristiques;
- les problèmes d'insertion de nos ressortissants dans les pays d'accueil.

l) Quels sont les problèmes techniques/professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges (par exemple le conseil de promotion des échanges commerciaux, la chambre de commerce, l'association des exportateurs, etc.) de votre pays pour fournir leurs services à des entreprises d'exportation/importation?

- Problèmes financiers: moyens matériels limités pour faire face aux missions confiées;
- Problèmes techniques: mauvaise documentation et support insuffisant de diffusion de l'information;
- Problèmes professionnels: manque d'organisation des organismes de promotion, le manque de professionnalisme des agents et d'inadaptation des structures aux besoins.

m) Quels problèmes et quels inconvénients les entreprises rencontrent-elles dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks?

- Le non-groupage des achats occasionne des frais supplémentaires;
- Très souvent les délais d'approvisionnement sont longs, ceci oblige à faire des achats de stocks importants dont la gestion coûte cher;
- Nécessité de faire d'importantes commandes pour prévoir des cas de rupture de stocks;
- Mode de financement qui renchérit le prix;
- Frais d'approche élevé, problème de transit (coûts élevés - tracasseries, manque de moyens d'évacuation au niveau des ports, etc.).

n) Quels sont les disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges (par exemple garanties de crédit à l'exportation, etc.)? Des carences ont-elles été signalées dans ce domaine ?

Disponibilités et arrangements actuels en matière de facilités de financement des échanges:

- il n'existe pas de mécanisme de garanties de crédit à l'exportation;
- les banques facilitent surtout les opérations de transfert et n'offrent pas de facilités de crédit avant et après expédition.

o) Quels sont les principaux problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans vos entreprises commerciales? Existe-t-il des programmes de formation dans votre pays? Quelles sont les carences?

Problèmes liés à l'amélioration des qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations dans les entreprises commerciales.

Manque de grandes écoles de commerce - Réticence des entreprises à assurer la formation de leur personnel ou à leur organiser des séminaires - ateliers sur les techniques du commerce.

p) Votre service de représentation commerciale réussit-il à promouvoir activement votre commerce? Quelles sont les insuffisances?

- Service de représentation commerciale;
- Ce genre de service est opérationnel avec les grandes entreprises commerciales qui sont rares au Mali;
- Même si le service existe, il n'est pas chargé de la vente des marchandises et du recouvrement des impayés.

q) Veuillez décrire brièvement vos besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de service de soutien.

Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien.

Accès aux marchés

r) Quels sont vos principaux problèmes d'accès aux marchés?

- L'insuffisance de l'offre;
- Les restrictions quantitatives à l'exportation de certains de nos produits;
- La non-compétitivité de nos produits industriels dont les prix sont grevés par les frais de transport et divers frais de gestion du fait de la continentalité;
- Des obstacles techniques au commerce (emballages, compétition du produit, etc.) et des utilisations de certaines normes sanitaires.

s) Quels problèmes ou obstacles spécifiques gênent le plus les exportateurs, et dans quels pays les rencontrent-ils?

Les restrictions quantitatives à l'importation en pratique dans certains pays côtiers et souvent la non-délivrance des titres d'importation.

t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux: veuillez indiquer les arrangements auxquels votre pays participe. Etes-vous satisfait de la façon dont ils fonctionnent? Veuillez signaler les problèmes inhérents à chacun d'eux. Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de régler ces problèmes?

Le Mali est membre de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

La CEDEAO vise l'intégration par le marché à travers des réductions tarifaires et de l'élimination des restrictions quantitatives et la promotion des échanges.

Des instruments existent, mais l'application est timide.

La CEDEAO est confrontée au manque de volonté des Etats membres, à la non-complémentarité des produits à échanger et aussi à des obstacles tarifaires et non tarifaires.

Le Mali est également membre de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) dont le traité est entré en vigueur le 1er août 1994.

L'Union vise à favoriser le développement de ses Etats membres et à réduire les disparités de niveau de développement.

Un rôle important est réservé au volet échanges commerciaux à travers l'institution d'un régime préférentiel transitaire des échanges.

L'UEMOA est à ses débuts mais le problème du respect des engagements reste réel ainsi que la prise en compte des avantages et des niveaux de développement des Etats membres.

u) Avez-vous des problèmes pour utiliser les systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés, par exemple le SGP, le SGPC? Veuillez indiquer la nature des problèmes inhérents à chacun d'eux.

Ces systèmes sont peu ou pas du tout utilisés par les opérateurs économiques maliens à cause:

- du manque d'information sur ces systèmes;
- d'une insuffisance de l'offre;
- d'une habitude des marchés sous-régionaux et des marchés de l'Union européenne;
- des problèmes liés aux critères d'éligibilité;
- des problèmes liés aux preuves documentaires.

Bamako, le 8 septembre 1997

Monsieur le Directeur général
de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
154, Rue de Lausanne
1211 Genève

Référence: V/L sans n° du 7 mai 1997

Objet: Evaluation globale des besoins du Mali
en matière d'assistance technique liée au commerce

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur, suite à votre lettre citée en référence, de vous transmettre ci-joint les éléments de l'évaluation globale des besoins du Mali en matière d'assistance technique liée au commerce constitués par:

- Un tableau des besoins d'assistance technique du Mali (établi en collaboration avec Monsieur....., Consultant de la Banque mondiale).
- Réponse aux questions pour l'évaluation des besoins de coopération technique liée au commerce.

Mon gouvernement reste soucieux de la pleine participation du Mali au commerce mondial et exprime le vœu de voir se renforcer tant dans l'immédiat qu'à plus long terme, l'assistance technique internationale nécessaire pour permettre à mon pays d'accroître ses possibilités d'échanges commerciaux et de renforcer ses capacités humaines et institutionnelles.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

Soumaïla CISSE
Chevalier de l'Ordre national

Besoins d'assistance technique présentés par la République du Mali pour une
meilleure participation à l'OMC et au commerce international

<u>Description de l'assistance technique souhaitée</u>	<u>Secteur bénéficiaire</u>	<u>Origine possible</u>	<u>Priorité</u>
Appui à la promotion des filières sous-exploitées du Mali: fruits et légumes, produits de la cueillette, textiles, industrie alimentaire, mines, artisanat, viandes, pêche, industrie culturelle	MDRE MIAT MFC MMEH Secteur privé	ONUDI CCI CNUCED FCPB Banque mondiale CCCE	1
Appui à la mise en place d'un pôle commercial (Trade Point): 1. Formation des hommes 2. Acquisition de l'équipement 3. Accès au réseau Internet	Secteur privé Secteur public	OMC CCI CNUCED	2
Appui à la mise en place, au Mali, d'une cellule de coordination et de suivi des Accords de l'OMC et de la CNUCED (équipement, formation, aide au traitement et à la diffusion de l'information)	DNAE	OMC	3
Appui à l'acquisition de technologies adaptées	Secteur privé	CDI ONUDI	4
Appui au renforcement des capacités de transformation du coton	Secteur privé	ONUDI Bilatéraux	5
Appui à la mise en place des structures nécessaires à l'exportation de la viande	Secteur privé	ONUDI UE	6
Appui à la création d'un site permanent de foires	Secteur privé DNAE CCIM APCAM FNAM	ONUDI UE Bilatéraux	7
Appui à la constitution d'une banque de données économiques et commerciales fiables sur le Mali	MFC MDRE MIAT	Banque mondiale CCI UE	8
Etude de faisabilité sur les infrastructures de conservation des fruits et légumes, produits halieutiques, etc.	Secteur privé	ONUDI	9
Formation d'analystes de conjoncture et des marchés extérieurs	DNAE DGD DNP MDRE	CCI CNUCED Bilatéraux	10
Appui à la mise en place d'un système adapté de crédit à l'exportation	Secteur privé	Banque mondiale Bilatéraux	11
Appui à l'amélioration des statistiques du commerce extérieur	MFC DNSI	OMD CCI Banque mondiale	12
Formation à la négociation internationale, à la gestion des exportations et des importations	Secteurs privé et public	CCI CNUCED OMC	13

<u>Description de l'assistance technique souhaitée</u>	<u>Secteur bénéficiaire</u>	<u>Origine possible</u>	<u>Priorité</u>
Assistance technique pour le suivi et l'évaluation des différentes filières	MDRE MFC MIAT Secteur privé	ONUDI Bilatéraux	14
Appui à la formation de formateurs pouvant animer des séminaires sur les Accords de l'OMC	MFC MDRE MCC MIAT	OMC	15
Séminaires spécifiques sur les règles de fonctionnement des Accords de l'OMC sur l'agriculture, sur les services, sur l'ADPIC, etc.	MDRE MFC MCC MIAT Secteur privé	OMC OMPI	16
Etude de la mise en place d'un système national de gestion de la qualité	DGRC DNI DNAE DNGM	CCI CNUCED OMC	17
Appui à la poursuite de l'inventaire minier du Mali	MMEH	PNUD UE	18
Appui à la réalisation de zones industrielles dans les régions du Mali	MIAT MFC Secteur privé	ONUDI Banque mondiale UE	19
Appui aux structures de normalisation (séminaires, dotation en moyens)	DN Industrie DGRC	OMC CCI	20
Appui au renforcement des capacités des organisations professionnelles	Secteur privé	CCI Banque mondiale	21
Appui à la mise en place de postes de contrôle pluridisciplinaire de respect des normes et qualité (produits agricoles)	DGRC	FAO PNUD	22
Séminaires de formation des agents à l'évaluation des valeurs en douane	DGD	OMD	23
Appui financier pour l'acquisition de documentation (revues spécialisées)	DNAE MDRE DNInd	ISO OMC CCI	24
Etude de l'évaluation de l'impact de l'OMC sur le Mali, définition des stratégies d'adaptation	Ministère des finances et du commerce	OMC CNUCED	25
Appui à la mise en oeuvre des Accords de l'OMC	MFC	OMC	26
Appui technique pour la surveillance des cas de dumping et de subvention et pour l'action auprès de l'OMC	DNAE	OMC CCI	27
Appui pour le contrôle et la protection des droits de propriété intellectuelle	MCC MIAT MFC	OMC OMPI UNESCO FIPP	28

Réponse intégrée

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A(k): <u>Assistance technique pour se conformer aux Accords de l'OMC</u>		
Le fonctionnement de la cellule de coordination des activités de l'OMC	OMC	L'OMC apportera son appui pour que la cellule de coordination des activités de l'OMC fonctionne de manière efficace. Cet appui consistera en particulier à fournir à la cellule certains matériels notamment informatique; de la documentation sur le système commercial multilatéral et ses activités (1998-2000).
La formation des formateurs	OMC	<ul style="list-style-type: none"> - Un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines sera organisé à l'intention des pays les moins avancés d'expression francophone dont le Mali (1998 et 1999). - En complément du stage, les modalités d'une formation de formateurs maliens sont à l'étude.
L'organisation des séminaires et ateliers	Banque mondiale/ OMC/ CCI	Un séminaire a été organisé en avril 1997 sur les institutions et l'économie du commerce international. Le suivi sur des thèmes spécifiques est programmé pour la période suivant l'introduction du TEC dans l'UEMOA.
	OMC	L'OMC sera en mesure d'organiser des séminaires et ateliers à l'intention des pays les moins avancés francophones (1998 et 1999).
La création des points focaux d'information		
	PNUD/ CNUCED/ CCI	Le PNUD finance le lancement très prochain d'une étude sur le commerce extérieur du Mali qui doit aboutir à la définition d'une structure institutionnelle pour son encadrement et sa promotion.
	OMC	L'OMC sera en mesure de fournir un appui logistique au point focal responsable des questions relatives au système commercial multilatéral. Cet appui sera entre autres la réalisation de la connexion avec Internet (1998-2000) (voir également C(d) infra).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A(k) (suite):		
L'adaptation de nos législations nationales à certaines dispositions de l'OMC (par exemple normes, obstacles techniques, valeur, etc.)	Banque mondiale	Cela est une composante du Projet d'appui au secteur privé.
	OMC	L'OMC est prête à fournir une assistance au Mali pour l'adaptation de ses lois et réglementations nationales aux Accords de l'OMC. Une mission d'évaluation aura lieu pour déterminer la nature de l'assistance à apporter (1998-2000).
Appui à la formation des formateurs pouvant animer des séminaires sur les Accords de l'OMC	OMC	Voir A(k) supra.
Etude de l'évaluation de l'impact de l'OMC sur le Mali, définition des stratégies d'adaptation	CNUCED	Ce volet sera pris par la CNUCED qui développera un projet pour évaluer l'impact de l'OMC sur la situation économique du pays en vue d'adapter la politique gouvernementale au nouvel environnement commercial.*
	PNUD	Le PNUD pourrait, en collaboration avec la Banque mondiale et la CNUCED prendre en charge une partie du coût de cette étude soit dans le cadre du nouveau programme d'assistance au secteur privé soit dans le cadre d'un programme régional.
	Banque mondiale	Cela fait partie de l'Etude sur la pauvreté et la croissance, Projet d'appui à la gestion économique (PAGE).
Appui à la mise en oeuvre des Accords de l'OMC	Banque mondiale	Dans le contexte de la réforme de la politique commerciale de l'UEMOA et des possibles prêts structurels liés à la réforme, de l'assistance technique pourra être fournie sur ce sujet.
	OMC	L'OMC est prête à fournir une assistance au Mali pour l'adaptation de ses lois et réglementations nationales aux Accords de l'OMC ainsi que pour toutes autres questions relatives à la mise en oeuvre des accords notamment en matière de notifications (1998-2000).

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A(l): <u>Assistance technique dans les domaines spécifiques des Accords de l'OMC</u>		
L'assistance technique est requise pour une meilleure maîtrise des techniques commerciales mais de façon plus spécifique elle pourra concerner: l'accès au marché, l'assistance, les subventions, sauvegardes, OTC et SPS, services, ADPIC.	PNUD	Dans le cadre du futur programme d'assistance au secteur privé actuellement en cours de formulation, le PNUD pourrait financer des activités visant le renforcement des capacités nationales (notamment à travers la formation) pour la formulation des politiques commerciales.
	PNUD/ CNUCED/ CCI	Les activités définies dans cette optique seront synchronisées avec celles entreprises au niveau de la sous-région sous le financement du Programme du Bureau régional pour l'Afrique.
	Banque mondiale/ OMC	Comme ci-dessus; en plus la connexion Internet avec OMD pourrait être envisagée dans le cadre du site conjoint Banque mondiale-OMC.
	OMC	Voir A(k).
Séminaires spécifiques sur les règles de fonctionnement des Accords de l'OMC sur l'agriculture, sur les services, sur l'ADPIC, etc.	Banque mondiale	Ces sujets font partie du suivi prévu au séminaire de Dakar qui a eu lieu en avril 1997.
	OMC	Voir A(k).
Séminaires de formation des agents à l'évaluation des valeurs en douane	Banque mondiale/ (OMD)	Assistance technique dans le cadre de la réforme de l'administration des douanes.
	OMC	Voir A(k).
Appui technique pour la surveillance des cas de dumping et de subvention et pour l'action auprès de l'OMC	OMC	Une assistance technique pourra être fournie au Mali dans le cadre de la mise en oeuvre des accords antidumping et subventions et mesures compensatoires. Cette assistance consistera à donner un avis sur les cas de dumping/subvention et sur toutes solutions permettant de résoudre ces cas allégués/réels (1998-2000).
Appui pour le contrôle et la protection des droits de propriété intellectuelle	OMC	En conformité de l'Accord de coopération technique entre l'OMC et l'OMPI, une assistance sera fournie pour la formation de personnel malien sous la forme d'une dissémination de l'information ainsi que la fourniture d'un matériel didactique.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A(m): <u>Evaluation des capacités d'analyses commerciales et de négociations</u>		
Capacités en matière d'analyse commerciale et de négociation, le Mali dispose des lois et des réglementations en matière commerciale. Il y existe aussi des structures commerciales d'appui aux secteurs privés (la Chambre de commerce et d'industrie du Mali, l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture) et des organismes de promotion (Direction nationale des affaires économiques)		
	CNUCED	TRAINFORTRADE: Une étude sur les besoins de formation a été entreprise. Le suivi est en discussion.*
	PNUD PNUD/ CNUCED/ (ONUDI) PNUD/ CNUCED/ CCI	Dans le cadre du futur programme d'assistance au secteur privé actuellement en cours de formulation, le PNUD pourrait financer des activités visant le renforcement des capacités nationales (notamment à travers la formation) pour la formulation des politiques commerciales. Le PNUD a également l'intention de financer la mise en place effective du Centre de promotion des investissements privés dont le centre d'information technologique en est une composante. Les activités définies dans cette optique seront synchronisées avec celles entreprises au niveau de la sous-région.
Les dispositions et les structures constituent des capacités en matière d'analyse commerciale.		

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A(m) (suite):		
Le Mali a besoin de renforcer ses capacités actuelles en matière d'analyse commerciale, mais surtout en matière de négociation qui relève de certaines techniques plus complexes.	PNUD/ CCI/ CNUCED	<p>Dans le cadre du futur programme d'assistance au secteur privé actuellement en cours de formulation, le PNUD pourrait financer des activités visant le renforcement des capacités nationales (notamment à travers la formation) dans le domaine des techniques commerciales.</p> <p>En outre, un projet portant sur la formation des entrepreneurs au marketing et à la gestion d'entreprise est en cours d'approbation. Il s'agit du projet GERMES qui sera mis en oeuvre avec la collaboration de la Fédération nationale des entreprises du Mali.</p> <p>Les activités définies dans cette optique seront synchronisées avec celles entreprises au niveau de la sous-région.</p>
	OMC	Au cours des stages de politique commerciale de courte durée (voir A(k) supra), un module de formation sera inclus dans le programme afin de familiariser les participants avec les négociations commerciales.
Formation d'analystes de conjoncture et des marchés extérieurs		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B(g): <u>Besoins d'assistance technique pour atténuer les contraintes au plan de l'offre</u>	FMI	Le Mali est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). A cet égard, le FMI a demandé instamment au Mali de faire en sorte qu'un tarif extérieur commun peu élevé soit adopté pour le 1er janvier 1998, avec des taux de 0, 5, 10 et 20 pour cent de sorte que le groupement régional puisse fonctionner en tant que pièce maîtresse de la libéralisation du commerce multilatéral.
Appui à l'acquisition de technologies adaptées		
	PNUD	Le PNUD entend ici financer la mise en place d'un centre d'information technologique.
	Banque mondiale	Le Projet d'appui à la gestion économique (PAGE) s'occupe de l'acquisition de l'équipement électronique et de la formation pour les douanes.
Etude de faisabilité sur les infrastructures de conservation des fruits et légumes, produits halieutiques, etc.	Banque mondiale	Projet d'appui à l'industrie agro-alimentaire depuis 1995.
Appui à la mise en place d'un système adapté de crédit à l'exportation		
Assistance technique pour le suivi et l'évaluation des différentes filières	CCI	Une mission d'identification de l'offre et des potentialités à l'exportation sera réalisée en novembre 1997 par le CCI avec l'appui du PNUD. Cette étape permettra également de définir les besoins de coopération technique.
Etude de la mise en place d'un système national de gestion et de la qualité	-	
Appui à la poursuite de l'inventaire minier du Mali	Banque mondiale	Discussions en cours dans le cadre du Projet d'appui aux capacités minières.
Appui à la réalisation de zones industrielles dans les régions du Mali		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B(g) (suite):		
Appui aux structures de normalisation (séminaires, dotation en moyens)	CCI	Des activités d'appui au niveau régional seront définies au cours de la mission mentionnée ci-dessus. Les structures de normalisation pourront bénéficier du programme interrégional de standardisation en cours.
Appui à la mise en place de postes de contrôle pluridisciplinaire de respect des normes et qualité (produits agricoles)	CCI	Voir ci-dessus.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B(q) : <u>Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services des soutiens</u>		
Appui à la mise en place d'un pôle commercial (Trade Point): 1. Formation des hommes 2. Acquisition de l'équipement 3. Accès au réseau Internet	CNUCED/ CCI	Un pôle de commerce sera établi. Le programme sera accompagné d'un ensemble d'activités de formation sur les outils permettant le rattachement du Mali au Réseau mondial des pôles de commerce.*
	PNUD	Dans le cadre du programme d'assistance au secteur privé, le PNUD entend soutenir avec les autres donateurs la mise en place et la consolidation d'un pôle commercial au Mali.
Appui au renforcement des capacités de transformation du coton		
Appui à la mise en place des structures nécessaires à l'exportation de la viande	Banque mondiale	Etude prévue dans le cadre de l'Etude sur la croissance.
Appui à la création d'un site permanent des foires	CCI	L'appui aux entrepreneurs du Mali pour la participation aux foires est prévu dans le cadre des projets en cours visant le développement des échanges intrarégionaux.
Formation à la négociation internationale, à la gestion des exportations et des importations	CCI/ CNUCED/ PNUD	Le renforcement des institutions de formation en commerce international est prévu. Voir A(m).
	PNUD	Dans le cadre de son appui au secteur privé, le PNUD pourrait également contribuer, en collaboration avec les autres donateurs, au financement de l'assistance technique nécessaire à la mise en place d'une structure chargée de la promotion du commerce extérieur au Mali, en collaboration avec le CCI.
	OMC	Voir A(m).
Appui au renforcement des capacités des organisations professionnelles		

*Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B(v): <u>Besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés</u>		
Appui à la constitution d'une banque de données économiques et commerciales fiables sur le Mali Appui à l'amélioration des statistiques du commerce extérieur		
	CCI	Voir B(g) et B(q). La base de données TOPS sur les opportunités d'affaires pour les pays membres de la CEDEAO sera mise à la disposition du Ministère du commerce.
	PNUD	Assistance dans la fourniture des données statistiques pour COMTRADE.
	Banque mondiale	La Banque mondiale a un programme de dissémination de ses bases des données.
Appui financier pour l'acquisition de documentation (revues spécialisées)		

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C(b): <u>Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité</u>		
1. Appui à la promotion des filières sous-exploitées du Mali: fruits et légumes, produits de la cueillette, textiles, industrie alimentaire, mines, artisanat, viandes, pêche, industrie culturelle		
	CCI	Se référer au point B(g) qui permettra de formuler un projet de coopération technique. Des activités de promotion des secteurs textile et cuir sont envisagées dans le cadre des projets en cours.
	Banque mondiale	Projets d'appui à l'industrie agro-alimentaire et aux capacités minières. Voir A(l) et B(g).
2. Appui à la mise en place d'un pôle commercial (Trade Point): 1. Formation des hommes 2. Acquisition de l'équipement 3. Accès au réseau Internet	CNUCED	Voir B(q).
3. Appui à la mise en place, au Mali, d'une cellule de coordination et de suivi des Accords de l'OMC et de la CNUCED (équipement, formation, aide au traitement et à la diffusion de l'information)	OMC	Voir A(k).
4. Appui à l'acquisition de technologies adaptées	Banque mondiale	Le Projet d'appui à la gestion économique (PAGE) s'occupe de l'acquisition de l'équipement électronique et de la formation pour les douanes.
	OMC	Voir C(d).
5. Appui au renforcement des capacités de transformation du coton		
6. Appui à la mise en place des structures nécessaires à l'exportation de la viande	Banque mondiale	Voir B(q).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C(b) (suite):		
7. Appui à la création d'un site permanent de foires	CCI	Voir B(q).
8. Appui à la constitution d'une banque de données économiques et commerciales fiables sur le Mali	CCI/ PNUD/ Banque mondiale	Voir B(v).
9. Etude de faisabilité sur les infrastructures de conservation des fruits et légumes, produits halieutiques, etc.	Banque mondiale	Voir A(l).
10. Formation d'analystes de conjoncture et des marchés extérieurs		
11. Appui à la mise en place d'un système adapté de crédit à l'exportation		
12. Appui à l'amélioration des statistiques du commerce extérieur	CCI/ PNUD/ Banque mondiale	Voir B(q) et B(v).
13. Formation à la négociation internationale, à la gestion des exportations et des importations.	CNUCED	Voir A(m).
	CCI	Voir B(q).
	Banque mondiale OMC CCI	Un séminaire a été organisé en avril 1997 sur les institutions et l'économie du commerce international. Le suivi sur des thèmes spécifiques est programmé pour la période suivant l'introduction du TEC dans l'UEMOA. Voir A(k).
	OMC	Voir A(m).
14. Assistance technique pour le suivi et l'évaluation des différentes filières		
15. Appui à la formation des formateurs pouvant animer des séminaires sur les Accords de l'OMC	OMC	Voir A(k).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C(b) (suite):		
16. Séminaires spécifiques sur les règles de fonctionnement des Accords de l'OMC sur l'agriculture, sur les services, sur l'ADPIC, etc.	OMC	Voir A(l).
17. Etude de la mise en place d'un système national de gestion et de la qualité		
18. Appui à la poursuite de l'inventaire minier du Mali	Banque mondiale	Voir B(g).
19. Appui à la réalisation de zones industrielles dans les régions du Mali		
20. Appui aux structures de normalisation (séminaires, dotation en moyens)	OMC	Voir A(l).
21. Appui au renforcement des capacités des organisations professionnelles	CCI	Voir B(g).
22. Appui à la mise en place de postes de contrôle pluridisciplinaire de respect des normes et qualité (produits agricoles)		
23. Séminaires de formation des agents à l'évaluation des valeurs en douane		
	Banque mondiale	Le Projet d'appui à la gestion économique (PAGE) s'occupe de l'acquisition de l'équipement électronique et de la formation pour les douanes. Voir C(b)4.
	OMC	Voir A(l).
24. Appui financier pour l'acquisition de documentation (revues spécialisées)		
25. Etude de l'évaluation de l'impact de l'OMC sur le Mali, définition des stratégies d'adaptation	CNUCED	Voir A(k).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C(b) (suite):		
26. Appui à la mise en oeuvre des Accords de l'OMC	OMC	Voir A(k) et A(l).
27. Appui technique pour la surveillance des cas de dumping et de subvention et pour l'action auprès de l'OMC	OMC	Voir A(k) et A(l).
28. Appui pour le contrôle et la protection des droits de propriété intellectuelle	OMC	Voir A(k) et A(l).

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C(d) :</p> <p><u>Capacité technologique et ressources humaines nécessaires pour utiliser les nouveaux outils des technologies de l'information</u></p>	<p>OMC</p>	<p>L'OMC sera en mesure de fournir un ordinateur et une imprimante laser pour le point focal du gouvernement pour les questions relatives au système commercial multilatéral (1998).</p> <p>L'OMC sera également en mesure d'établir les connexions nécessaires du point focal avec Internet et de fournir le Mali avec des CD-ROMs. Une formation en matière d'utilisation du matériel informatique et électronique fourni sera également assurée (1998).</p>